



Emplois, Salaires, Missions, RGPP, DGFIP :

SEULE L'ACTION PEUT PAYER !

Cette rentrée 2008 est marquée par les fortes attentes sociales des salariés, des privés d'emplois, et des retraités face à un gouvernement qui n'entend pas changer de trajectoire. Alors que la récession frappe désormais l'économie française, le Premier ministre minimise l'ampleur de la crise. Au lieu de répondre concrètement aux attentes et aux besoins sociaux de plus en plus pressants de la population, il poursuit et accélère ses prétendues « réformes » engagées depuis l'élection présidentielle. On ne compte plus en effet, les remises en cause comme celles des 35 H votées en plein cœur de l'été. De la retraite à l'assurance maladie, des salaires à l'emploi, des services publics au code du travail, de l'atteinte aux libertés individuelles avec le fichier EDVIGE, tout ce qui participe aujourd'hui encore à la cohésion sociale, à la sécurisation, à l'émancipation des salariés sur leur lieu de travail, est visé, dynamité, remis en cause !

POUVOIR D'ACHAT, SALAIRES, EMPLOIS AU CŒUR DES REVENDICATIONS !

La dégradation continue du pouvoir d'achat rend la situation de plus en plus difficile pour bon nombre de personnes. Le pouvoir d'achat demeure la principale préoccupation des salariés et des retraités. Pour plus d'un salarié sur deux, l'augmentation des salaires a été cette année inférieure à l'inflation.

La Fonction Publique n'est pas en reste. Le point d'indice a perdu 10% de 2000 à 2008 avec une inflation qui atteint cette année 3%.

Cette dégradation se conjugue avec celle non moins importante de la situation de l'emploi. L'INSEE vient de publier une étude sur l'emploi en 2007 : 2,9 millions de personnes désirant travailler n'ont pas d'emploi, 1,4 millions sont en sous-emploi (temps partiel souhaitant un temps plein, chômage technique).

Dans la Fonction Publique, ce sont 30 627 emplois supprimés pour 2009, avec la volonté de poursuivre dans cette voie jusqu'en 2012 au moins.

Il faudra plus qu'un revenu de solidarité active (RSA), très contestable, pour augmenter le taux d'emploi et réduire la pauvreté dans ce pays !

SERVICE PUBLIC, FONCTION PUBLIQUE, DES PROJETS LOURDS DE MENACE !

Pour renflouer « les caisses vides » de l'état malade des politiques d'allègements et de cadeaux fiscaux accordés aux plus riches, ce sont d'ores-et-déjà 30627 emplois supprimés dans la Fonction Publique pour 2009 ! Tous les secteurs sont à nouveau touchés ! Fusion, restructurations, délocalisations, fermetures de services,

annonce de la privatisation de la Poste font peser de lourdes menaces sur l'avenir des services publics et de la Fonction Publique. Ces menaces portent un nom : RGPP (révision générale des politiques publiques). **A aucun moment, elle ne se base sur une analyse des besoins en services publics et des moyens qui devraient leur correspondre.**

L'objectif est tout autre : supprimer des effectifs, encourager le recours à l'intérim et aux contractuels pour remplacer des fonctionnaires, développer une mobilité plus grande. Rajoutons le Livre blanc et les mesures préconisées en matière de cadres statutaires, les remises en cause des garanties collectives et l'entreprise de démolition des statuts des trois fonctions publiques est en marche !

Les personnels en ont assez de subir cette politique. Ils l'ont fortement exprimé lors des mobilisations du printemps et se sont inscrits dans la lutte pour le maintien et l'amélioration des droits statutaires et des garanties collectives exigeant le retrait du projet de loi dit de la mobilité. La mobilisation a permis le report de l'examen de ce projet de loi en octobre. Il faut tout mettre en œuvre d'ici là pour la construction d'une nouvelle mobilisation Fonction Publique cohérente et convergente, pour **obtenir le retrait de ce projet de loi dont l'objectif n'est ni plus ni moins que d'instaurer le licenciement des fonctionnaires.**

Plus globalement, avec les réformes menées ce sont l'ensemble des salariés et leurs familles, principaux bénéficiaires des services publics, qui seront touchés par cette dégradation et disparition de ces services.

La défense et le développement des services publics, au service de la cohésion sociale et de l'intérêt général, est l'affaire de tous !

DGFIP, UNE RENTRÉE PLACÉE SOUS LE SIGNE DE FORTES EXIGENCES !

Où en est-on en cette rentrée ? Cette rentrée s'ouvre à la DGFIP sur fond de nouvelles suppressions d'emplois (2400) qui viennent encore aggraver la situation de l'emploi et l'exercice de nos missions. Même si le Directeur Général a décidé de faire des conditions de travail un cheval de bataille, il connaîtra vite les limites de l'exercice. Les agents, eux, le savent et le vivent au quotidien. Pourrons-nous encore longtemps dans ces conditions, maintenir un service de qualité ?

Dans le même temps, la direction continue dans un certain flou, ses opérations de fusions, préfigurations des SIP, des DLU, annonces de fermetures de trésoreries, restructurations, spécialisation, fusion CDI/CDIF, report des fusions CDI/CDIF, bref une « cacophonie » qui rend bien difficile le tri entre les effets d'annonces, la précipitation du Directeur Général, et l'avancement de la mise en place de la DGFIP.

Les remontées des réunions de cet été font état de projets préparés en dépit du bon sens, d'absence de lisibilité tant sur le fond que sur les moyens (budgétaires et immobiliers)! C'est l'improvisation, l'impréparation qui règnent. Nous sommes bien éloignés d'une prise en compte des besoins de la population et d'un meilleur accueil des usagers et contribuables.

Pour la CGT, les conditions dans lesquelles se met en œuvre la fusion démontrent le bien fondé de ses analyses. Cette fusion ne répond en rien aux besoins de service public, de compétence et de proximité que réclament les usagers, les élus.

La CGT continue à porter un projet de modernisation des missions des deux administrations qui repose sur les valeurs de service public : solidarité, égalité de traitement, proximité permettant le développement des droits et garanties des agents.

Dans les jours à venir, les discussions vont reprendre avec la DGFIP sur les règles de vie, les conditions de travail, les SIP, le réseau, le dialogue social. Le SNT-CGT et le SNADGI-CGT y porteront les revendications des personnels.

Le rapport de force créé au printemps et maintenu cet été a permis d'obtenir des engagements. **Il faut maintenant que ces engagements se traduisent par des garanties réelles, visibles et durables. Aujourd'hui plus que jamais, il s'agit d'amplifier la pression !**

POUR SUIVRE L'ACTION EST NÉCESSAIRE ET INDISPENSABLE !

Seule l'action des salariés peut permettre d'imposer d'autres choix à la régression sociale. Il est donc temps de repasser à l'offensive pour :

- **Le développement d'un service public et d'intérêt général, de pleine compétence et de proximité, au service de la satisfaction des besoins sociaux, du plein emploi solidaire et du développement durable ;**
- **Un emploi public statutaire et qualifié ;**
- **La revalorisation significative des salaires, des traitements et des régimes indemnitaires ;**
- **Le maintien et l'amélioration des droits statutaires et des garanties collectives ;**
- **L'amélioration des conditions de travail et la reconnaissance de la pénibilité de certaines fonctions ;**
- **Le développement et le financement de la protection sociale obligatoire et complémentaire.**

POUR GAGNER SUR CES REVENDICATIONS, LE SNADGI ET LE SNT APPELLENT LES PERSONNELS DE LA DGFIP À POURSUIVRE LA MOBILISATION EN :

- ▶ **se réunissant en assemblées générales pour débattre de la situation revendicative et des modalités d'action ;**
- ▶ **s'inscrivant dans la journée d'action interprofessionnelle du 7 octobre à l'appel de la CGT, la CFDT, la FSU, SOLIDAIRES, la CGC, l'UNSA, de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), de la Confédération européenne des Syndicats (CES) ;**
- ▶ **participant aux initiatives et aux modalités d'action convergentes public/privé de cette journée du 7 octobre.**